

Société

EN IMMERSION. ENQUÊTE SUR UNE SOCIÉTÉ CONFINÉE

Jérôme Fourquet, Marie Gariazzo, Gaspard Jaboulay, François Kraus,
Sarah Wolber

18/06/2020

L'épidémie due au coronavirus et l'expérience du confinement généralisé ont confronté notre pays à une épreuve inédite et singulière. Fait social total, la propagation du virus a mis à l'arrêt l'économie, bouleversé l'agenda gouvernemental et notre vie quotidienne. Durant cette période très particulière, l'Ifop, la Fondation Jean-Jaurès et l'hebdomadaire Le Point ont mis en place un dispositif d'observation au long cours : 33 Françaises et Français de toutes conditions, de tous âges et régions ont été suivis par une équipe d'enquêteurs pendant plusieurs semaines. Les grands enseignements de cette expérience ont été rassemblés dans un livre en co-édition avec les éditions du Seuil.

Comment les Français ont-ils réagi à l'évolution de l'épidémie et quelles sont leurs attentes maintenant ? Cadre télétravaillant depuis l'île de Ré versus caissière aux avant-postes, jusqu'à quel point le confinement a-t-il constitué une épreuve partagée et comment les différences ont-elles été appréhendées ? L'épidémie et le confinement ont-ils raffermi le sentiment d'appartenance collective ou exacerbé les fractures déjà à l'œuvre ? En d'autres termes, la Covid-19 a-t-il joué le rôle d'antidote ou de révélateur de l'« archipelisation » de la société française ?

L'état d'esprit dans lequel les Français abordent la nouvelle phase de l'épreuve sanitaire a mûri dans le secret du confinement. Mais c'est bien lui qui déterminera la séquence dans laquelle nous entrons maintenant.

Les auteurs :

Jérôme Fourquet est analyste politique, directeur du département Opinion à l'Ifop. **Marie Gariazzo**, **Gaspard Jaboulay**, **François Kraus** et **Sarah Wolber**, qui travaillent également à l'Ifop, ont écrit ce livre avec lui.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Chapitre premier. Le basculement dans la peur

1. Dimanche 15 mars, premier tour des élections municipales: s'abstenir pour ne pas prendre de risques
2. De l'inquiétude des plus âgés à la sidération de toute la population

Chapitre II. L'entrée dans le confinement: les Français s'organisent

1. L'exode sanitaire: une nouvelle manifestation de la sécession des élites
2. Stocker pour affronter des temps troublés

Chapitre III. Nos vies confinées

1. Covid-19: la confusion des sentiments
2. Ma *casa* va craquer: l'impact du confinement sur les tensions conjugales ou intrafamiliales
3. Mains propres, slips sales? Les tendances divergentes des comportements des Français confinés en matière d'hygiène
4. Vers une hygiène médiatique ?
5. Quand l'école s'invite à la maison

Chapitre IV. Le monde du travail à l'épreuve de l'épidémie

1. Une tripartition inédite du monde du travail
2. Des « deuxièmes-lignes » fortement exposés... mais reconnus symboliquement
3. Le télétravail en période de confinement: une frontière entre vie privée et vie professionnelle plus brouillée que jamais
4. Les « blouses blanches »: de la mobilisation héroïque à la remise en cause du fonctionnement actuel de l'hôpital ?
5. Boucher qui sourit, boulangère qui pleure: les métiers de bouche à l'épreuve du confinement

Chapitre V. Ce que cette épreuve dit de notre société

1. Covid-19: antidote ou révélateur de l'archipelisation de la société ?
2. Quand l'épidémie avive le clivage territorial
3. Brève comparaison avec deux pandémies antérieures
4. Les priorités économiques

Conclusion. Quelle empreinte la crise du Covid-19 va-t-elle laisser sur notre société?

Postface. La nouvelle cartographie. Dix repères pour le monde d'après, par Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès

Annexe 1. Liste des participants à la communauté Ifop/Le Point/Fondation Jean-Jaurès

Annexe 2. Liste des personnes interviewées de façon individuelle sur des thématiques spécifiques

POSTFACE

Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès

Au printemps 2020, plus de la moitié de la population mondiale a été confinée. Il s'agit, dans l'histoire longue de l'humanité, d'une situation inédite – par son ampleur comme par sa durée. Encore faut-il préciser d'emblée que cette expérience commune aura juxtaposé des singularités. Les conditions de confinement ont eu peu à voir dans les maisons des Hamptons qui comptent plusieurs villes et villages figurant dans la liste des zones de villégiature les plus prisées par l'élite américaine, et spécialement par celle de New York, et dans les bidonvilles kényans de Kibera, au sud de Nairobi. Les règles de confinement ont été bien différentes à Wuhan et à Berlin. Et, même en France, l'expérience a été spécifique selon la manière dont se sont combinés plusieurs critères : le logement (appartement ou maison), le travail (au chômage partiel, en télétravail ou sur son lieu habituel), le foyer (seul ou à plusieurs, avec ou sans enfant), l'exposition à la maladie. La lecture des « carnets de confinement » mis en place par l'Ifop, en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès et *Le Point*, permet cependant de dégager une succession de dominantes au fil des semaines. Il y a eu l'effervescence des débuts avec la découverte d'un nouveau paysage sonore, d'un nouveau rapport au temps, d'une nouvelle relation aux autres. Il y a eu l'irruption de la peur – peur pour les autres mais aussi pour soi-même, celle qui trouble le sommeil et affecte les comportements les plus quotidiens. Il y a eu la lassitude surgie d'une situation qui semblait tourner à la répétition *ad libitum*. Il y a eu la mutation de la peur, lorsque le déconfinement et la crise économique annoncée ont commencé à se dessiner. Il y a eu l'épuisement psychologique sous l'effet de ce que nous vivions et en raison de tout ce que nous ne vivrions pas et qu'il fallait annuler, reporter ou modifier. Il y a eu la débrouille pour se procurer des masques – et même s'en confectionner. Il y a eu enfin l'incertitude, avec ce sentiment que plus on s'approchait du déconfinement et moins on comprenait comment il allait se passer. Au-delà de la diversité des situations vécues, ces cinquante-cinq jours de confinement ont donc aussi produit du commun ; ils ont modifié certains équilibres ; ils ont dessiné une nouvelle cartographie. Voici dix repères pour appréhender le monde d'après.

1. Une nouvelle cartographie des émotions

« La France a peur » : jamais la fameuse formule de Roger Gicquel n'a paru aussi bien adaptée à la situation.

L'irruption de la peur a constitué un phénomène social massif. 62% des Français ont reconnu avoir

eu peur de mourir et 64% avoir souffert de troubles du sommeil. Cette peur a entouré les actes les plus quotidiens – ainsi, le projet de faire ses courses a généré jour après jour, semaine après semaine, l’angoisse qui accompagne en temps normal la prise de risque. Et elle entoure à l’heure du déconfinement d’autres actes parmi les plus quotidiens – ainsi, près de 80% des Français se disaient inquiets à l’idée de prendre les transports publics. Cette peur a frappé le monde entier, mais il est possible qu’il ait été plus aigu dans l’Hexagone. Lorsque l’on analyse les quatre qualificatifs qui correspondent le mieux à l’état d’esprit des Français et des Allemands en avril 2020, on constate qu’il y en a trois de positifs outre-Rhin et... aucun en France. Dans notre pays, la peur a progressé de 17 points depuis février et, avec 27%, est désormais un sentiment à peu près aussi partagé que la « morosité » (28%) et la « lassitude » (28%), seulement devancée par la « méfiance », qui reste en tête (32%). En Allemagne, la peur n’a progressé que de 9 points et, avec 18%, arrive loin derrière la « sérénité » (39%, avec quand même une baisse de 8 points), le « bien-être » (27%) et la « confiance » (18%).

Demain, il ne s’agira pas seulement d’accompagner la résilience des économies, il faudra aussi se préoccuper des individus.

2. Une nouvelle cartographie des relations humaines et sociales

L’épidémie de Covid-19 a réagencé notre relation aux autres.

On pourrait penser que les cercles de confiance préexistants se sont resserrés et que les cercles de défiance se sont élargis ; que les forces centripètes ont aimanté la proximité et les forces centrifuges accentué la distance. Le schéma est en réalité bien plus complexe.

Dans le cercle le plus proche, la solidité des couples a été éprouvée (50% des Français en couple se sont disputés pendant le confinement au sujet des tâches ménagères et de leur répartition et 12% n’envisagent pas de se reconfiner avec son ou sa partenaire mais, à l’inverse, 30% disent que leur relation a été confortée et les liens familiaux ont été renforcés – grâce, notamment, aux outils numériques.

Dans le cercle le plus éloigné, celui des « inconnus », la méfiance a été redistribuée : elle ne s’est pas accrue envers les immigrants en général (il se trouve toujours une majorité de 53% de Français pour considérer que l’immigration est « une source d’enrichissement culturel » ; elle s’est en revanche diffusée en direction des passants *concrets*, les Français redoutant même de basculer dans une « société parano » au sein de laquelle, pour reprendre la formule de Jean-Paul Sartre, « l’enfer, c’est les autres ».

En d'autres termes, ce qui a été le plus affecté, c'est l'ultra-proximité, celle du conjoint omniprésent et celle de l'inconnu au coin de la rue.

3. Une nouvelle cartographie du travail

Dans ce domaine, la crise a induit une tripartition inégalitaire des actifs. Tripartition parce que 34% des salariés ont continué à travailler sur leur lieu de travail quand 30% d'entre eux ont été placés en télétravail et que 36% ont traversé cette période au chômage, en congés, en congés maladie ou au chômage partiel. Inégalitaire parce que, pour ne prendre qu'un seul exemple, à peine un ouvrier sur deux a pu percevoir l'intégralité de sa rémunération pendant le confinement, contre 75% des cadres et des professions intellectuelles.

Cette nouvelle cartographie a modifié trois équilibres.

Elle a d'abord induit *une nouvelle représentation du travail* en donnant une visibilité à des métiers « essentiels », en faisant de l'exposition au risque une nouvelle frontière, en interrogeant la rémunération des salariés concernés, en mettant en lumière la féminisation de ces secteurs, en opérant une sorte de renversement des hiérarchies sociales.

Elle a ensuite obligé à *une profonde réorganisation du travail* – on est passé d'une situation où 3% des salariés français pratiquaient un peu le télétravail à 30% qui l'ont pratiqué tout le temps. Les chaînes hiérarchiques se sont trouvées raccourcies, conduisant une partie du management à bien des remises en cause. Par ailleurs, le télétravail a montré son efficacité et son intérêt – mais aussi la nécessité de bien le préparer et l'encadrer.

Elle a enfin opéré *une dissociation entre revenus et travail* – posant ainsi sous un jour nouveau le débat sur le revenu de base.

4. Une nouvelle cartographie des inégalités

Sur ce terrain encore, les repères se sont modifiés à propos des conditions de travail. Aux inégalités face au risque économique – inégalités de revenus, inégalités de statuts – sont venues s'ajouter les *inégalités face au risque sanitaire* : les « premières-lignes » et « deuxièmes-lignes » ont mobilisé des professions extrêmement hétéroclites tant en termes de pratiques que de rémunérations, toutes ayant comme point commun d'être très majoritairement féminisées (plus de trois quarts de femmes dans les métiers de « l'infrastructure commerciale » – notamment les caissières – et dans les professions issues des secteurs sanitaire et domestique – infirmières, aides-soignantes) ; de leur côté, les « troisièmes-lignes » en télétravail auront été composées d'une

grosse majorité de cadres (66%) et d'une infime minorité d'employés (19%) et d'ouvriers (5%). Par ailleurs, l'âge est devenu un critère plus déterminant que jamais face au risque : celui de mourir en cas d'infection au Covid-19 évoluant, selon l'Institut Pasteur, de 0,001% entre 0 et 19 ans à 8,3% au-delà de 80 ans.

Nos repères se sont modifiés aussi quant aux conditions de vie – apportant des éclairages souvent méconnus sur notre propre pays. Ainsi, quand on analyse le pourcentage de la population qui a vécu le confinement enfermé dans moins de soixante mètres carrés, on constate que cette expérience a concerné plus de 40% des Britanniques, près de 30% des Allemands et... 20% seulement des Français (ce bas niveau s'explique notamment par le fait que 63% d'entre nous ont été confinés dans une maison). Ainsi encore, quand on s'attache au pourcentage de la population de chacun des trois pays qui s'est retrouvée confinée en solitaire, on note une différence majeure entre l'Allemagne d'un côté (36%), la France et le Royaume-Uni de l'autre (20%).

Au final, les difficultés du confinement se sont concentrées sur les zones les plus denses et les plus pauvres – une des causes de la surmortalité qu'a connue la Seine- Saint-Denis tenant au fait que le tiers des familles vivent dans des appartements surpeuplés, favorisant ainsi la transmission du virus.

5. Une nouvelle cartographie de la confiance politique

Les principales mesures adoptées par les pouvoirs publics ont été approuvées – et même massivement approuvées –, qu'il s'agisse du confinement le 17 mars, du soutien à l'économie (chômage partiel ou avances de trésorerie consenties aux entreprises) ou de l'obligation du port du masque dans les transports en commun. Il s'est trouvé en moyenne entre 80% et 90% des Français pour approuver ces mesures – dont la liste n'est pas exhaustive.

Mais la confiance globale envers le gouvernement a beaucoup chuté depuis le début de la crise : ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, selon le baromètre quotidien réalisé par l'institut BVA, à peine plus de 30% des Français faisaient confiance au gouvernement dans la gestion de la crise au moment du déconfinement, alors qu'ils étaient 55% le 19 mars. La faiblesse de cette adhésion est plus éclatante encore lorsque l'on compare la situation en France avec celle de ses voisins. Dans l'enquête réalisée par OpinionWay en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, l'idée que le gouvernement a « dans l'ensemble bien géré la crise » n'est partagée que par 39% des Français quand elle l'est par 74% des Allemands et 69% des Britanniques.

On comprend les raisons de cet écart entre pays lorsqu'on analyse les mots les plus fréquemment

associés à l'action des différents gouvernements : on note une petite différence d'appréciation sur l'« impréparation » (terme cité par 38% des Français, contre 33% des Britanniques, et 26% des Allemands) ; mais de grosses différences quand il est question d'« incompetence » (terme cité par 31% des Français, contre 16% des Britanniques et 12% des Allemands) et d'« opacité » (respectivement 21%, 10% et 6%). Et on le sait, la gestion des masques a constitué le point de cristallisation symbolique de ces différentes critiques, en donnant par ailleurs l'occasion aux Français de découvrir que leur pays n'était plus la grande puissance qu'ils imaginaient.

6. Une nouvelle cartographie de la nation

La crise du Covid-19, en contraignant à fermer les frontières nationales, a servi de révélateur à l'image que chaque nation se fait d'elle-même – et il faut bien convenir que celle que les Français ont donnée d'eux-mêmes est bien éloignée du fameux « péché d'arrogance » auquel ils sont supposés succomber plus souvent qu'à leur tour.

Le sentiment d'appartenance nationale n'a guère été ravivé – à la différence, par exemple, de ce que l'on a pu observer en Italie, où l'hymne national, *Il canto degli Italiani*, était entonné sur les balcons soir après soir. Ainsi, en avril, il s'est trouvé à peu près autant de Français à se sentir « seulement français » (26%, - 1 point par rapport à février) que « plus européen que français » (38%, + 2).

En revanche, un réel sentiment d'infériorité nationale s'est manifesté – et je ne vise pas là l'appréciation portée sur les capacités relatives des différents systèmes de santé nationaux à faire face à l'urgence, mais bien la perception qu'ont eue les Français de la qualité de leurs réactions comparées à celles des autres peuples. Les Français ont bien moins qu'ailleurs le sentiment d'avoir fait preuve collectivement de civisme – 50% ici, contre 78% en Allemagne et 83% au Royaume-Uni –, alors même que les données de géolocalisation de Google ont démontré que nous avons été parmi les plus disciplinés des Européens. Dans les mêmes proportions, les Français ont aussi moins qu'ailleurs le sentiment que la crise a renforcé la solidarité entre eux... alors qu'on a vu fleurir mille et une initiatives qui témoignaient du contraire.

7. Une nouvelle cartographie de l'État

« Dans la crise actuelle, l'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème. » Cette formule de Ronald Reagan, prononcée lors de son discours d'investiture du 20 janvier 1981, a constitué l'axe du discours idéologique dominant dans les pays occidentaux depuis le début des années 1980 – une idéologie tout de même déjà bien chahutée depuis la crise financière de 2008,

dont les causes, autant que les conséquences, ont mis au jour les dangers que recèlent un marché sans régulation et une puissance publique trop souvent réduite... à l'impuissance.

La crise du Covid-19 nous fait entrer dans un nouveau cycle, qui n'annonce pas seulement un retour de l'État mais plutôt *une réinvention de l'État*.

Réinvention parce que si l'État s'est certes vu conforté en tant que garant en dernier ressort tout au long de la crise – lui seul pouvait décider du confinement ou de la nationalisation des salaires – il s'est trouvé vivement interrogé dans son organisation et dans son fonctionnement en tant que gestionnaire de la crise.

Réinvention ensuite parce que si l'État-providence, et évidemment le secteur hospitalier au premier chef, est aujourd'hui plébiscité comme l'élément constitutif de notre modèle social (c'est lui qui suscite le plus haut niveau de confiance – à presque 90% – chez les Français, ses insuffisances comme l'inadéquation de la rémunération des personnels sont apparues criantes.

8. Une nouvelle cartographie de l'Union européenne

L'Europe ne pouvait pas être plus mal placée que face à une crise sanitaire.

De façon générale, l'Union européenne a un problème pour faire face aux crises car elle a été conçue afin de privilégier, selon la formule de Luuk van Middelaar, « la règle » sur « la politique » – on a vu, au cours des années 2010, combien il lui était difficile de réagir et d'improviser dans l'urgence. Elle n'a pas, de surcroît, de compétences en matière de santé publique – ce sont les États, et parfois même les régions, qui, au titre de ce que l'on appelle la subsidiarité, gèrent les questions sanitaires.

Du coup, son bilan est pour le moins mitigé. D'un côté, les États membres ont semblé incapables de faire preuve de solidarité, tant au début de la crise que lorsqu'il s'est agi de coordonner les travaux de recherche sur les traitements, de créer une application commune de *tracking* ou de gérer collectivement la question des frontières, à tel point que Jacques Delors a pu parler d'un danger mortel pour l'Europe. D'un autre côté, il faut lui reconnaître qu'elle a su réagir vite et fort dans le domaine économique – notamment à travers les institutions communautaires que sont la Commission et surtout la Banque centrale européenne.

On constate souvent, en temps de crise, ce que les politologues nomment le « ralliement autour du drapeau », autrement dit un regain de confiance envers les institutions. Mais, dans l'épreuve que nous avons traversée, l'Union européenne n'en aura absolument pas profité en France : pis encore,

seuls 20% des Français considèrent qu'elle a été à la hauteur – contre 31% pour l'État et 66% pour les communes.

L'Union européenne a raté son rendez-vous avec le Covid-19... à moins que l'accord franco-allemand – annoncé le 18 mai 2020 par Emmanuel Macron et Angela Merkel – sur un plan de soutien financé par un emprunt européen, constitue le moment d'un véritable nouveau départ.

9. Une nouvelle cartographie du numérique

Peut-être avons-nous vraiment basculé dans la société numérique – ou dans ce que Daniel Cohen appelle le « capitalisme numérique » – à l'occasion de cette crise. Les contraintes liées au confinement y invitaient, la qualité des réseaux l'a permis : en France comme en Allemagne et au Royaume-Uni, plus de 93% des utilisateurs ont considéré qu'ils disposaient de réseaux de qualité. Ce faisant, *de nouvelles pratiques ont émergé*. Lien social resserré avec la famille et les amis par la grâce des messageries et des vidéos. Pratiques culturelles développées – avec, de certains chanteurs anonymes jusqu'aux danseurs de l'Opéra de Paris, une démonstration de créativité. Activité professionnelle maintenue. Efficacité sanitaire démultipliée – par exemple pour gérer un nombre de lits de réanimation en tension. Excellente circulation de la connaissance – en particulier de l'information scientifique. Enseignement scolaire assuré – même si la crise a également mis en lumière l'impréparation de l'Éducation nationale et le manque de formation de ses enseignants.

Il n'y aura pas de retour au *statu quo ante* mais un avant- et un après-confinement dans le rapport que nous entretenons au numérique.

Il convient d'ailleurs de s'interroger en raisonnant par l'absurde : imaginons ce qu'aurait été cette crise sans internet ou ce que serait une crise dont le cœur serait internet... Mais il faut aussi tirer toutes les leçons de cette expérience en traitant avec volontarisme les inégalités multiples et les failles de souveraineté qu'elle a révélées.

10. Une nouvelle cartographie du futur

Depuis de nombreuses années, les Français se singularisent par leur pessimisme : à leurs yeux, l'avenir est synonyme de perte et de menace. Paradoxalement, la crise du Covid-19 a fait renaître un espoir très perceptible dans les « carnets de confinement » – faisant écho à ce que déclarait Yuval Noah Harari: « Nous sommes dans un vortex historique, les lois normales de l'histoire sont suspendues, nous devons donc à la fois être extrêmement prudents et nous autoriser à rêver. De fait, les Français ont rêvé. Et si l'ampleur de la crise, cette fois-ci, rendait tout simplement impossible de recommencer comme avant ? Et si demain n'avait plus grand-chose à voir avec hier ?

Puis, à mesure que les incertitudes scientifiques se multipliaient et que les difficultés économiques se profilait, l'espoir a laissé place à nouveau à la crainte : et si demain était pire encore qu'hier ?

Dans le rapport que nous entretenons au futur, *si le pronostic reste sombre, l'attente est à la rupture*. Un nouveau rapport à la consommation est peut-être en train de s'installer à la faveur de la crise : alors que 58% des Français ont indiqué pendant le confinement qu'ils dépensaient moins qu'auparavant, un sur deux affiche son intention de continuer dans cette voie une fois le confinement levé. On lit, dans cette aspiration à la rupture, une singularité bien française. L'intensité du désir de voir évoluer notre mode de production en fournit une illustration éclairante : le pourcentage de ceux qui se disent en faveur d'une réforme *en profondeur* du système capitaliste s'élève à 45% en France (+ 6), contre 21% en Allemagne (=) et 19% au Royaume-Uni (- 2).

Nos repères ont bougé. Reste à savoir, et c'est la question décisive, comment ils s'agenceront les uns les autres et, ce faisant, quelle orientation collective nous prendrons. La crise du Covid-19 étant née en Chine, pourquoi ne pas saisir l'occasion de puiser dans la culture de ce pays les éléments d'une réflexion sur les différents scénarios de sortie ? Car il faut avoir en tête que deux idéogrammes sont associés, en mandarin, pour écrire le mot « crise » : celui qui signifie « risque » et celui qui dit « opportunité ».

Certains verront d'abord dans la crise un risque. C'est le scénario du repli, alimenté par le puissant moteur qu'est la peur, prenant appui sur les institutions solides – la famille et l'État – et faisant de la reconquête de la souveraineté nationale l'objectif central des politiques publiques.

D'autres verront plutôt dans la crise une opportunité. C'est le scénario du changement, rendu crédible par la capacité d'adaptation dont nous avons fait preuve, soutenu par une forte envie de rupture, un désir d'engagement collectif et de justice... et par la nécessité d'anticiper la crise qui vient et qui a pour nom : le changement climatique.

À nous, maintenant, d'écrire l'histoire.

Retrouvez une synthèse de ces propos en vidéo : Gilles Finchelstein, *Français confinés, repères bouleversés* ([Fondation Jean-Jaurès](#), 3 juin 2020)